

Texte de réflexion

Des services publics à la solidarité

Rédaction: Justin Arcand

Révision et appuis: Benjamin Gingras, Delphine Labrecque-Synnott, Lazlo Bonin, Carolane Sauvé
Tétreault, Virginie Mikaëlian

Le Congrès annuel de l'ASSÉ arrive à très grands pas et comme à l'habitude il sera question de la campagne annuelle à venir. Nous devons réfléchir et décider ensemble des lignes principales qui orienteront le chemin politique de notre organisation pour l'année 2014-2015.

Déjà un texte de réflexion circule sur une lutte offensive vers la gratuité scolaire au moment d'écrire celui-ci. Ce texte sur la gratuité scolaire mentionne, par contre, la volonté de tenir une campagne distincte pour l'année scolaire à venir. Donc, le but de la présente réflexion sera de mettre de l'avant une idée de thème de campagne qui pourrait être adopté durant la fin de semaine du Congrès annuel du 26 et 27 avril prochain.

Nous voyons la campagne de 2014-2015 s'orienter sur deux axes : le national et le local. Il est nécessaire, comme les années précédentes, de se donner des lignes communes sur un plan national; l'objectif d'une organisation nationale étant de collectiviser des efforts, des forces et des énergies sur des revendications et des plans d'action communs. Ceci dit, nous croyons qu'il serait important, voire primordial, de concentrer plus d'effort au niveau local pour l'année à venir, et ce pour plusieurs raisons qui seront explicitées plus bas.

Bref retour sur l'actuelle campagne

Si la campagne sur l'austérité cette année ne réjouissait pas tout le monde dans ses débuts et paraissait, si nous nous en tenons aux critiques, trop large, trop abstraite et peu mobilisatrice, nous avons l'impression qu'elle fût tranquillement adoptée par plusieurs tout au long de son développement. Des craintes sont apparues au sein de l'exécutif sur les enjeux traités suite à la semaine de manifestations régionales peu peuplées; ce n'était qu'un début, le concept d'austérité étant relativement nouveau à aborder pour le mouvement étudiant québécois et même pour le Québec en général.

Heureusement, la question de l'austérité n'était pas traitée que dans le milieu étudiant. Plusieurs groupes externes travaillaient dans la perspective de dénoncer les conséquences négatives de ce genre de politique idéologique. Il devenait donc plus intéressant et motivant pour plusieurs associations étudiantes locales, selon nous, d'informer et de mobiliser sur la question, surtout qu'il fallait s'organiser en vue de la manifestation nationale du 3 avril. Suite à un travail important de toute part pour cet événement, nous constatons que l'enjeu de l'austérité et des revendications progressistes de l'ASSÉ demandant un retour de balancier face aux politiques d'austérité pour que les riches fassent leur juste part fût un succès incontestable. Nous ne pouvons nous cacher d'avoir tenu la plus grosse manifestation nationale de l'ASSÉ à l'extérieur d'un mouvement de grève générale illimitée.

Par cette mobilisation et par cette campagne en générale, nous avons élargi notre lutte et nous sommes sorti-e-s du secteur de l'éducation pour dénoncer une logique qui s'applique à tout notre système public. Nous avons ainsi créé et renforcé des liens avec plusieurs organisations oeuvrant à l'extérieur du mouvement étudiant et qui milite aussi pour une meilleure répartition de la richesse et la réduction du fardeau fiscal sur le dos de la classe moyenne et des plus pauvres. Cette solidarité entre organisations s'est même plutôt bien illustrée dans les rues le 3 avril alors qu'il n'y avait pas que des étudiantes et des étudiants au rendez-vous et que plusieurs de ces organisations ont donné un appui officiel à la manifestation.

De la solidarité

Par une campagne aussi large que celle de cette année sur l'austérité, une priorité, en plus de mobiliser sur la question, était de créer des liens avec des organisations et des groupes externes au mouvement étudiant. Plusieurs de ces liens devaient être créés puisqu'inexistants ou consolidés, car même si l'ASSÉ entretient de bons liens avec certaines organisations, notre roulement très rapide oblige souvent à rebâtir certaines relations. Bref, une base est établie, mais encore beaucoup de chemin, selon nous, reste à faire.

Il est essentiel que l'ASSÉ continue de créer ces liens de solidarité dans la conjoncture actuelle. Il nous semble logique que nous devions travailler avec une multitude de groupes progressistes représentant différents intérêts pour mener à terme les revendications de cette année au niveau fiscal. Nous savons très bien que la presse écrite, la radio et que la télévision sont contre nous, mais pourtant un nombre impressionnant d'organisations réclament les mêmes réformes que nous pour combattre l'austérité que nous dénonçons depuis plusieurs années déjà. Il n'est pas anodin qu'autant de gens se soient déplacés le 3 avril dernier pour marcher avec nous dans la rue. Ce sera donc en mettant en commun notre savoir, nos forces et nos énergies que nous pourrons trouver un rythme collectif et établir, de cette façon, un réel rapport de force.

De plus, les conventions collectives des secteurs public et parapublic arrivent à échéance en 2015. Cela signifie donc un moment politique important pour les travailleuses et les travailleurs au Québec. Déjà un front commun a été annoncé au niveau syndical. Si l'appui de plusieurs de ces syndicats a été bénéfique pour nous durant la grève de 2012, ce sera maintenant à notre tour de donner un appui potentiellement important si des conflits naissent suite à des négociations qui échouent. Il ne serait pas surprenant de voir un gouvernement agressif face aux salarié-e-s du secteur public considérant le contexte austère qui plane présentement.

Il semble que le travail politique national qui a été fait cette année jetait les bases de ce qu'il reste à construire. C'est conséquemment dans cette perspective que l'exécutif propose une campagne annuelle orientée sur les services publics.

Un chemin à paver

Nous croyons qu'il est important de récolter les fruits dont nous avons semé les graines cette année; qu'il serait dérisoire de mettre de côté l'immense travail que nous avons construit et mis de l'avant ensemble. Il faut considérer la conjoncture politique actuelle et à venir pour 2014-2015 pour bâtir un mouvement encore plus fort et plus combatif sur la question des services publics accessibles et de qualités qui, jusqu'à récemment, étaient une valeur considérable, presque un acquis, pour la population.

Le projet de « déficit zéro à tout prix » joue le rôle d'une attaque directe à nos services, car pour réduire les dépenses, le gouvernement ne se prive pas pour couper dans tous les secteurs publics. Ceci à pour effet négatif de réduire la qualité des services offerts et il y a, dans plusieurs cas, une compensation du financement en utilisant le concept de l'utilisateur-payeur. On remarque aussi la place grandissante donnée au secteur privé et l'augmentation du nombre de partenariats avec ce secteur. Du coup, l'objectif d'une société qui s'est dotée de services publics au plus bas coût dans le but de collectiviser les risques sociaux est donc graduellement poussé à changer vers une vision individualiste de notre collectivité.

Dans cette optique, nous proposons de continuer à mettre de l'avant nos revendications sur le plan fiscal en se basant sur le tableau de la Coalition opposée à la privatisation et la tarification des services publics qui totalise plus de 10 milliards de dollars en alternatives fiscales. L'idée est de continuer à militer avec les différents groupes mettant de l'avant ces mêmes revendications pour, bien sûr, réduire le fardeau fiscal de la vaste majorité de la population, mais aussi d'exiger un réinvestissement majeur dans nos services publics. C'est en allant chercher des gains à ce niveau; en ayant le retour de la taxe sur les gains en capitaux et un retour d'un système d'imposition à 10 paliers notamment que nous pourrions par la suite exiger un réinvestissement concret.

Parler de services publics accessibles et de qualité aurait aussi comme objectif de politiser les membres sur le fait que des services publics bien financés sont essentiels pour la population et ainsi contrecarrer le discours de droite, d'ailleurs beaucoup trop présent au niveau médiatique, qui tente de faire accroire que trop d'argent est injecté à ce niveau. Des faussetés telles que le fait que 50% de nos revenus servent à financer nos services publics circulent allègrement pour justifier les nombreuses coupes, alors qu'en 2007 l'ensemble des impôts, taxes et cotisations des ménages représentait légèrement moins de 30%. Ce que nous tentons de mettre de l'avant, c'est qu'il est possible d'exiger un refinancement tout en maintenant ce taux en allant chercher l'argent là où il y en a.

Comme mentionné plus haut, parler de services publics au début de la négociation des conventions collectives des secteurs public et parapublic prépare le terrain à un éventuel appui et ce, peu importe comment cet appui va se manifester.

Il pourrait être intéressant que la campagne annuelle vise des aspects plus précis du secteur public. Plus spécifiquement, nous pourrions toucher davantage à l'éducation pour traiter des nombreuses coupures faites tant au niveau collégial qu'universitaire et des conséquences sur les services aux étudiants et aux étudiantes. De la sorte, nous remettons de l'avant l'éducation qui a été un sujet un peu moins mis de l'avant durant la campagne en cours. Sinon, la question de la taxe santé, des hausses de tarif d'Hydro-Québec et de la réforme de l'assurance-emploi seraient des sujets prioritaires à inclure dans les discours et la mobilisation à venir.

Du national au local

Une priorité pour l'année scolaire à venir sera de mettre davantage de l'avant l'organisation politique au local. Cette idée de « consolider le local » revient probablement chaque année, mais n'est pas assez souvent appliquée. N'oublions pas que si l'ASSÉ est une organisation nationale, elle existe pour apporter une aide et des services aux associations locales membres. Nous proposons, en ce sens, d'ajouter à la proposition pour la campagne de 2014-2015 un libellé sur la mise de l'avant des campagnes locales pour la prochaine équipe nationale de l'ASSÉ.

Dans le cas de plusieurs associations étudiantes, des luttes au niveau local sont déjà amorcées ou le seront dans les prochains mois. Il est donc de notre devoir de tout mettre à la disposition des associations membres et de leurs militantes et militants ce qui est nécessaire pour que ces batailles se terminent en victoire et en gains. Les associations étudiantes qui sont membres de l'ASSÉ ne le sont pas pour simplement cotiser et renflouer les coffres de l'organisation. La priorité doit donc être d'encadrer ces membres; de créer des associations étudiantes autonomes, d'engendrer une relève et un esprit combatif dans toutes les associations locales membres sans exception.

Mettre plus d'énergie en tant qu'organisation nationale pour aider les associations membres dans l'organisation locale n'empêche pas de tenir une campagne nationale traitant d'un enjeu distinct. D'ailleurs, nous suggérons de travailler à établir dans toutes les associations étudiantes membres de l'ASSÉ qui le voudront, une table de concertation intersyndicale dans le but d'enforcer les liens avec les autres syndicats au sein du même établissement scolaire. Cette initiative pourrait facilement entrer dans le cadre de la campagne nationale tout en traitant des enjeux locaux.

Tout ceci a pour objectif simple, vous l'aurez compris, de reprendre contrôle de nos campus et de rétablir un réel rapport de force face aux administrations. Plusieurs campagnes locales sont possibles, que cela passe par la création d'un café étudiant pour permettre à ces derniers et dernières de s'approprier un lieu, de bloquer une hausse de frais afférents ou encore d'améliorer les conditions au niveau des stages des différentes techniques.

Proposition de Congrès

Que la campagne nationale de l'ASSÉ pour l'année scolaire 2014-2015 s'oriente autour de la question de la qualité et de l'accessibilité des services publics en revendiquant l'instauration de différentes alternatives fiscales basée notamment sur le tableau de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics et en exigeant un réinvestissement pour ces services publics.

Que l'équipe nationale offre un support accru aux associations étudiantes locales membres de l'ASSÉ, notamment en appuyant leurs initiatives de campagnes locales et en les aidant à mettre sur pied une table intersyndicale